

- Union européenne
- Les Vingt-sept ont affiché leur unité, pour le 60^e anniversaire des traités de Rome.
 - Ils ont adopté une déclaration qui balise les contours de l'Europe de demain.
 - A Rome, et ailleurs dans l'Union, des milliers de personnes ont marché pour l'Europe.

Les Vingt-sept renouvellent leurs vœux d'avancer ensemble. Mais pas tous à la même vitesse

Éclairage Olivier le Bussy
Envoyé spécial à Rome

la déclaration de Rome, qui balise les évolutions de l'Union européenne pour la décennie à venir. Retour sur ce que dit le texte.

Pas de fausse note. Réunis dans la Ville éternelle, les chefs d'Etat et de gouvernement et les présidents des institutions de l'Union européenne ont respecté la partition élaborée pour célébrer le 60^e anniversaire des traités de Rome. Ils sont parvenus à afficher leur unité – fût-elle partiellement de façade – sous l'éclatant soleil printanier qui baignait le Capitole, prestigieux cadre de leur réunion. Ce n'était pas trop à demander, mais c'est déjà ça.

Le contexte de ces noces de diamant n'était en effet pas idéal. L'Union et Royaume-Uni sont en instance de divorce – la Première ministre britannique Theresa May n'était d'ailleurs pas conviée. Plus largement, l'Europe est secouée par une série de crises – économique, de l'asile, politique, d'efficacité, de légitimité – et traversée par des tensions internes.

Les leaders européens ont néanmoins voulu envoyer le message que l'UE est toujours debout et qu'elle n'est pas en bout de course. Ils ont renouvelé les vœux prononcés par leurs devanciers, dans cette même salle des Horaces et des Curiaces, en adoptant

1 L'Europe reste un projet pertinent

“Nous ne sommes pas assez fiers de ce que nous avons réalisé”, a déploré le président de la Commission, Jean-Claude Juncker, dans son discours. Il y a pourtant lieu de l'être, souligne la déclaration, rappelant que “la construction européenne est un projet audacieux et visionnaire” qui a permis à l'Europe “de renaître de ses cendres”. Les pères fondateurs de l'Europe avaient connu les guerres et les régimes totalitaires, a appuyé le Premier ministre italien, Paolo Gentiloni. “Ils parlaient des langues différentes, n'avaient pas toujours la même opinion. Mais ce qui les unissait, c'était la volonté de s'unir” pour amener l'Europe dans “le camp du bien”.

Ses propos ont été complétés par l'intervention du président du Conseil européen, Donald Tusk. Parlant d'expérience, le Polonais a rappelé que l'est du Vieux continent, sous domination soviétique jusqu'en 1989, était longtemps resté à l'écart du projet européen. *“Je rappelle cela pour souligner que pour des millions de personnes, l'Union européenne n'est pas une affaire de slogans, de procédures et de régulations. Notre Union est la garantie que la liberté, la dignité, la démocratie et l'indépendance sont [...] no-*

tre réalité quotidienne”.

2 L'Europe, pour quoi faire ?

L'accouchement de la déclaration de Rome ne s'est pas fait sans heurts. Définir le contenu du texte a été un exercice de haute voltige diplomatique et politique. Confrontée à des défis sans précédents, tant sur le plan international qu'interne l'Europe de demain devra être “sûre et sécurisée”, “prospère et soucieuse du développement durable”, “sociale” (air archi connu) et “plus forte sur la scène mondiale”.

Pour ce qui est du dernier point, les dirigeants européens semblent sinon déterminés à ce que l'Europe prenne sur la scène internationale des responsabilités allant au-delà du soft power, “en mettant en place une industrie de la défense plus compétitive et plus intégrée”, et en renforçant sa politique de sécurité et de défense commune.

3 Unis, dans la diversité

Prendre des engagements, c'est bien. Définir comment les tenir est une autre histoire. Tous les Etats membres ne partagent pas la même volonté d'intégration. L'expression “Europe à plusieurs vitesses”,

objet de vifs débats ces derniers mois, ne se retrouve pas dans le texte. La déclaration précise cependant clairement que les Européens agiront “de concert, à des rythmes différents et avec une intensité différente” –

un concept porté par les pays du Benelux, et soutenu par l'Allemagne, la France, l'Italie et l'Espagne. Mais le texte insiste également sur le fait que l'Union européenne est “une et indivisible”, pour rassurer ceux – dont les pays d'Europe centrale et orientale – qui redoutent de devenir des Etats membres de seconde zone.

Bref, tout le monde continue à marcher dans la même direction, mais pas au même pas, et pas nécessairement sur la même distance.

4 Le calendrier

Les leaders européens sont donc décidés à renforcer “l'Union et à la rendre plus résiliente”. Mais avant de pouvoir mesurer la ferveur de l'engagement pris par les Vingt-sept, il faudra attendre que l'élection présidentielle française, en mai, et les législatives allemandes, en septembre, aient livré leur verdict. On verra alors si les Européens pourront refaire de leur union un mariage aussi harmonieux que possible. Jean-Claude Juncker veut le croire : “Nous fêterons les cent ans de l'Union européenne”, a-t-il lancé avant la cérémonie.

La question qui importe est : dans quel état ?

On a marché pour l'Europe

Ambiance Olivier le Bussy
Envoyé spécial à Rome

Ces dernières années, le projet européen a suscité la défiance, la méfiance, et même l'hostilité d'un nombre croissant de citoyens. Le malaise est palpable, à travers toute l'Union européenne. Mais il est aussi, sur le continent, des Européens qui continuent à y croire, et aspirent à une plus grande intégration européenne. On en a eu la démonstration ce samedi. Alors que les leaders européens étaient réunis à Rome, à l'occasion du soixantième anniversaire des traités fondateurs qui y avaient été signés, plusieurs “Marche pour l'Europe” ont rassemblé chacune plusieurs milliers de personnes, dans la capitale italienne, à Berlin, mais aussi à Varsovie – alors que le gouvernement polonais est farouchement eurosceptique – et même à Londres, alors que vont bientôt s'ouvrir les négociations pour la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne.

Gareth est britannique. Il n'en a pas moins décidé de prendre part à la version romaine de la Marche pour l'Europe, qui a réuni entre 5 000 et 10 000 personnes. Les épaules recouvertes de l'Union Jack, il a effectué le parcours qui a relié la Piazza de la Bocca della Verità au Colisée, en compagnie de son amie italienne, Shalala,

qui portait en cape un drapeau européen. “Je suis venu soutenir l'UE, porter un message de solidarité et anti-Brexit. Le Brexit est un signal d'alarme”, affirme Gareth.

Quelques pas plus loin, l'Ecoissaise Helena se voit de loin, avec le drapeau bleu à croix blanche dont elle s'est parée. Elle rappelle qu'à 62 % les Ecoissais ont voté contre la sortie du Royaume-Uni de l'UE. “Désolé pour le Brexit”, lui dit un jeune homme en la croisant. “On se revoit bientôt”, prédit-il.

“On ne marche pas pour le statu quo”

L'Allemand Martin Hartel est romain d'adoption, et s'exprime dans un français châtié. “On ne peut pas laisser la rue aux anti-européens”, défend-il, – le même jour est organisée dans la Ville éternelle une manifestation contre l'Europe, qui met la police sur les dents. “L'Union a peut-être mauvaise presse mais ses réalisations sont remarquables. Je ne partage pas le pessimisme quant à son avenir. Il y a des frictions, mais c'est toujours le cas pendant un processus”.

Francesco est étudiant, et il est accompagné par ses amis, les deux Alessandro. “L'Europe est la seule façon pour notre pays de continuer à jouer un rôle, mais aussi

de maintenir nos valeurs et nos standards de vie, l'égalité, l'état providence". Alessandro complète : "Ce n'est pas une marche pour maintenir le statu quo, il faut que l'Europe avance".

A deux pas du Colisée, un homme s'est vêtu d'une tenue de super-héros, aux couleurs bleu et or. "Je suis européen", répond-il à une dame qui l'interroge sur son pays d'origine. A quelques pas de lui, un groupe de jeunes gens scandent : "Une fédération européenne, maintenant!". Marco Mancini, étudiant en physique, est du nombre : "Nous voulons un gouvernement de la zone euro et un ministre des Finances de la zone euro, un Parlement aux pouvoirs législatifs étendus. Une réforme des traités est nécessaire, pour des changements fondamentaux". Il ajoute : "Si on casse l'Europe, on casse la démocratie".

Philippe Le Guen a fait le déplacement de Paris. "Je suis membre de l'Association Jean Monnet, pour moi, c'était une évidence". Il se félicite de constater qu'il "reste des enthousiastes", avant d'admettre : "J'aurais aimé que l'on soit plus nombreux."

Le matin, il a assisté au forum de débat, lors duquel sont intervenues plusieurs personnalités fédéralistes, dont Guy Verhofstadt. "C'était bien, mais on reste un peu entre nous. Et puis j'aurais voulu que ce rassemblement accouche d'une déclaration, que nous aurions été remettre en mains propres aux leaders européens".